

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°69 AVRIL
2023

Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

**POURSUIVRE
LA LUTTE VERS UN**

*mois de mai
Révolutionnaire*

LUTTE DES CLASSES

**Sainte-Soline : la
bataille de l'eau
vire à la guerre**

P. 6

LES CHEMINS DU POUVOIR

**Brésil : le « Carnaval
rouge » et la lutte
pour la terre**

P. 13

VULGARISATION

**Intelligence artificielle,
propriété intellectuelle et
production artistique**

P. 19

Pour un mois de mai révolutionnaire

Le mois de Mai est connu pour ça : luttes de classes intenses et victoires historiques. Le 1^{er} Mai ouvre évidemment le bal. C'est une tradition de notre mouvement ouvrier depuis presque 135 ans. Elle est très importante, car elle est commémorée mondialement, par des foules immenses, afin de célébrer la combativité de la classe ouvrière. Le 1^{er} Mai rend hommage au mouvement américain pour la journée de travail de huit heures rejoint par plusieurs centaines de milliers de personnes en 1886. Cette journée si importante, nous la voulons révolutionnaire, pour rappeler ses origines et surtout son avenir, celui d'un prolétariat à l'offensive.

D'autres événements s'accumulent dans la longue histoire de lutte du mois de mai : le combat héroïque des Communards de Paris en 1871 face au massacre ; le mouvement anti-impérialiste du 4 mai 1919 en Chine, qui pose les bases de la révolution ; la grève générale britannique de 1926 ; la capitulation du fascisme-nazi allemand en 1945 ; les premiers « dazibao », c'est-à-dire les affiches politiques de simple citoyens en Chine en 1966...

Et bien sûr, comment ne pas parler des événements de Mai-Juin 1968, qui sont connus comme le plus grand mouvement ouvrier de l'Histoire française, avec une dizaine de millions de grévistes ?

Bref, les exemples du passé ne cessent de nous rappeler qu'en mai, le fond de l'air est rouge. Alors qu'attendons-nous ? Devons-nous nous décourager sous prétexte qu'une loi est passée et que les vieilles tactiques de mobilisation ont échoué ?

Tout au contraire ! Il faut aller de l'avant, faire le bilan et apprendre de nos erreurs. Refusons de rentrer chez nous alors que le soleil nous invite à prendre les rues, les parcs, à sortir de nos bâtiments pour s'unir et lutter. Encourageons la continuation des grèves, des luttes, car au-delà des retraites, les revendications sont nombreuses.

Et n'oublions pas qu'en définitive, la bourgeoisie veut que nous nous fatiguions, que nous arrêtons d'attaquer. Cela lui permet de « passer à une autre séquence », comme le disent si bien les conseillers de Macron qui veulent nous parler d'immigration et de voyages internationaux du président.

Mais notre classe tient son rôle révolutionnaire : elle mène et mènera une lutte prolongée pour le pouvoir jusqu'à la victoire, face à tous les détours sur la route. Elle pave la voie à la révolution prolétarienne. En quatre mois de 2023, nous leur avons déjà montré notre force et notre nombre, alors que montrerons-nous les huit mois suivants ?

EN UNE

Marche aux flambeaux à Rennes, le 21 mars 2023.
Photo de la CGT.

SOMMAIRE

- 4 Les premières leçons de la lutte contre la réforme des retraites
- 6 Sainte-Soline : la bataille de l'eau vire à la guerre
- 8 Nouvelle direction de la CGT : lutte des classes ou lutte des places ?
- 9 Théorie : que se cache-t-il derrière les mesures réactionnaires de l'État ?
- 13 Brésil : le « Carnaval rouge » et la lutte pour la terre
- 14 L'UPC dans la guerre d'indépendance du Cameroun
- 15 Rennes, dans le feu de l'action
- 16 Portrait de la Camarade Carla
- 18 *La Syndicaliste* ou l'art de diluer la lutte des classes en mauvais thriller
- 19 Intelligence artificielle, propriété intellectuelle et production artistique

la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

1 GRÈVES POUR LES SALAIRES : 90 % SONT VICTORIEUSES !

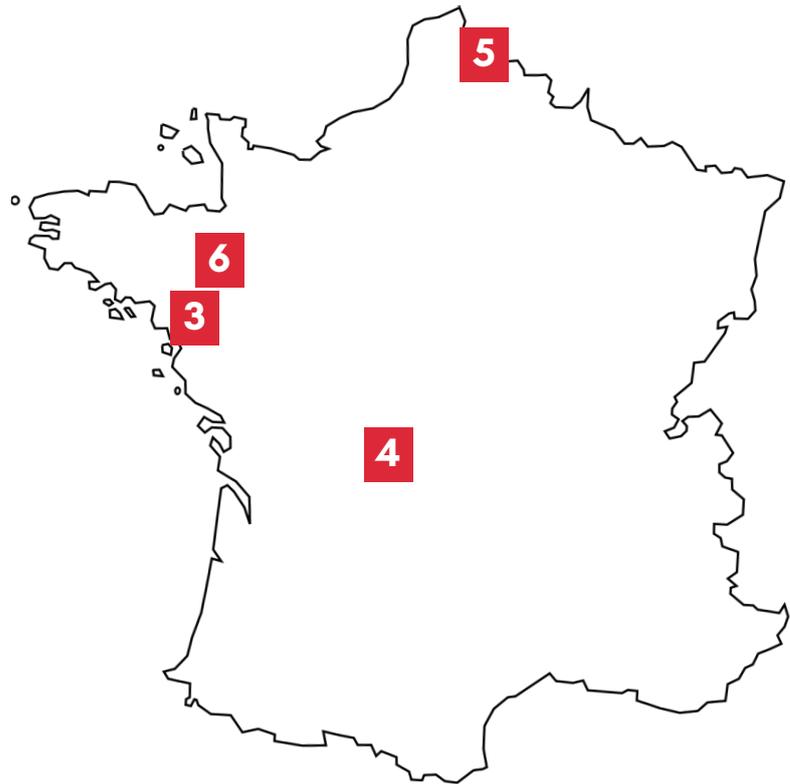
Ce sont les chiffres annoncés par des syndicalistes qui s'impliquent depuis 2 ans dans les nombreuses grèves pour les revalorisations salariales qui fleurissent un peu partout. 90 % de victoires, une statistique écrasante qui incite à lutter et à ne pas accepter la paie de misère qui accompagne tant de métiers dans la France de 2023. Bien sûr, ce chiffre est à tempérer car certaines victoires sont maigres, quelques dizaines d'euros par ci par là. Mais dans de nombreuses boîtes, les prolétaires visent haut : 200 € ou plus d'augmentation, et n'obtiennent pas que des miettes !

2 À LA SNCF : LA DIRECTION ANNONCE PLUSIEURS CENTAINES DE MILLIONS D'EUROS DE PERTE

Suite à la grève reconductible des agents SNCF, une source de la direction a laissé fuiter dans les médias que plusieurs centaines de millions d'euros de perte ont été causés par la grève jusqu'ici. La direction affirme que c'est moins que lors de la grève de 2019 : mais, en 2019, les cheminots avaient porté presque seuls sur leurs épaules le mouvement, tandis qu'aujourd'hui, de nombreuses autres professions ont eu un impact économique sur des sites de production et leur entreprise en général.

3 BOUGUENAIS (PROCHE NANTES) : GRÈVE INÉDITE À VECTEUR PLUS

La moitié des salariés de Vecteur Plus, et davantage de soutiens, réalisent une grève inédite dans le milieu du commerce. Face à l'échec des négociations annuelles obligatoires de cette entreprise proche de Nantes, la première demande est une augmentation qui compense l'inflation et qui couvre tous les salariés. En effet, la proposition de la direction ne s'adressait qu'à un tiers des effectifs, une solution souvent utilisée par les patrons pour diviser les employés.



4 LIMOGES : LA VALOINE AURA TENU 17 JOURS !

24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Depuis le 7 mars, les grévistes de Legrand et Enedis tenaient un piquet de grève, qui est parfois devenu blocage, à La Valoine. Cette action combative, soutenue par des personnes extérieures tout du long des plus de deux semaines d'occupation, a permis de faire baisser la production du site concerné, et de montrer une unité forte contre la réforme des retraites. Elle était devenue un symbole en Limousin. La CGT locale dénonce les pressions de la direction de Legrand, qui menace de suspendre les contrats de travail des grévistes, une pratique illégale.

5 NORD : GRÈVE ET BLOCAGE EN LOGISTIQUE DE VERTBAUDET

Pendant plus d'une semaine, les prolétaires du site de Marquette-lez-Lille (banlieue de Lille) de Vertbaudet ont bloqué une partie de leur entreprise, et mis en grève près de 40 % des

effectifs. Dans une entreprise où toutes et tous sont payés au SMIC même avec 30 ans d'ancienneté, la revendication est simple : 300 € d'augmentation ! Les salariés peuvent compter sur le soutien des gens : une caisse de grève a été ouverte et alimentée par des habitantes et habitants du coin. La CGT a dénoncé le recours au travail intérimaire pour remplacer les grévistes, une pratique illégale.

6 RENNES : LES PÊCHEURS DE BRETAGNE EN RÉVOLTE

Le mouvement des pêcheurs et leur mobilisation massive entraîne l'opération « filière morte » en Bretagne. Au début du mois d'avril, il était dur de trouver du poisson sur les étals de Rennes et d'autres villes de la région. Ils protestent contre les directives européennes, ou encore l'augmentation du prix du carburant. Le 24 mars, leurs bateaux avaient déjà bloqué le port de plaisance de Lorient. Le mouvement s'accompagne de luttes entre prolétaires et bourgeois, mais aussi de luttes entre petits propriétaires de bateaux et l'État bourgeois, qui favorise les monopoles du secteur au détriment des petits producteurs.



Les premières leçons de la lutte contre la réforme des retraites

Voilà plus de 3 mois qu'a été engagée une lutte de classes décisives en France. Dans ces multiples facettes, ce mouvement commence à nous donner des leçons et des perspectives claires pour la suite des événements. Dans cet article, nous allons présenter quelques unes de celles-ci et évaluer la situation dans laquelle se trouve le camp de notre ennemi, la réaction bourgeoise, et celui du peuple, c'est-à-dire du prolétariat et de ses alliés.

Quelle est la situation actuelle en France ?

Premièrement, il faut répondre à cette question : quelle est la situation actuelle ? Pour le gouvernement, la réponse est claire : la réforme a passé les « étapes démocratiques » malgré le 49.3, elle est donc promulguée. Tout est fini, rien à voir ! Circulez mesdames et messieurs, il est l'heure de passer à autre chose ! Bien sûr, cette tactique vise à nous imposer le silence sur la réforme et les autres revendications, à les considérer comme étant du passé. C'est dans ce sens que Macron a lancé son appel

aux « 100 jours pour l'apaisement » dans son allocution.

D'un autre côté, pour les syndicats et les organisations politiques bourgeoises, la fin de la séquence parlementaire et législative pose

La bourgeoisie ne parvient pas à gouverner « comme avant » : elle vit une crise politique interne

problème. En effet, on sait que la CFDT a déjà précisé qu'elle ne parlerait pas des retraites pour toujours, et qu'elle aussi, elle passerait au final à autre chose. Pour la NUPES, il n'y a pas de débouchés, puisque le Parlement n'a servi à rien et que le référendum (le fameux « RIP¹ ») est pour l'instant rejeté par le Conseil constitutionnel. Par conséquent, toutes ces forces opportunistes n'ont désormais plus beaucoup

¹ Référendum d'initiative partagée.

à offrir au mouvement en terme de sortie politique. Le meilleur témoin de cette tendance, c'était l'appel pathétique de la CFDT et du PS au Président afin de ne pas promulguer la loi, comme Chirac l'avait fait en son temps. Mais qui peut croire que Macron n'allait pas promulguer cette réforme ? C'est un bel aveu d'impuissance d'en être arrivé là.

Cependant, dans les larges masses, une colère gronde, qui refuse que tout soit perdu. Le slogan « *Nous aussi on va passer en force !* » s'est répandu comme une traînée de poudre. Les rassemblements, manifestations, casse-rolades et autres continuent à fédérer, et plusieurs secteurs d'activité n'ont pas dit leur dernier mot dans la lutte et la grève. Bien plus que ça, au-delà de la question des retraites, les revendications non-traitées du prolétariat sont toujours en suspens. Santé, éducation, logement, et surtout dans la période actuelle prix et salaires, sont dans toutes les têtes. Pas un rassemblement ne passe sans que des centaines de personnes ne se rencontrent et échangent sur ces sujets. Pas une manifestation n'a lieu sans que, même dans des petites villes, des affrontements et débordements spontanés arrivent, avec une répression acharnée.

Par conséquent, la situation objective est révo-

lutionnaire, en développement inégal. Révolutionnaire, car la bourgeoisie ne parvient pas à gouverner « comme avant ». Elle vit une crise politique interne. Et elle ne peut pas ramener dans le rang les masses qui se lèvent depuis les Gilets Jaunes et faire taire la contestation. L'impérialisme français s'est illustré à l'international dans sa démagogie, sa brutalité et sa barbarie à l'égard de ses « citoyens ». Une situation révolutionnaire en développement inégal, car il est faux de dire que nous sommes aux portes du pouvoir, que le gouvernement de Macron et l'État bourgeois sont sur le point de s'effondrer sous notre pression. Mais de façon objective, une majorité des masses (64 % de la population²) soutient la continuation du mouvement, et la détestation du gouvernement bourgeois a augmenté drastiquement. Par exemple, la Première ministre Borne, en visite dans un supermarché, a été copieusement huée, tandis que Macron tente de se racheter une côte de popularité.

La bourgeoisie en crise politique, vers une crise de régime

En appuyant sur tous les leviers de la constitution de la 5^{ème} République, Macron a fait passer sa réforme anti-populaire. Mais en le faisant, il a aggravé une tendance qu'il avait déjà dès son premier quinquennat : le présidentielisme. En effet, comme prévu dans la 5^{ème} République, le Président a des rôles étendus, et le Parlement peut se retrouver n'être qu'une chambre d'enregistrement des désirs du Président.

Avec Macron, cette attitude a triomphé à 100 % ! Avec sa volonté de gouverner par décrets, son utilisation du 49.3 et d'autres articles de la Constitution, il n'a pas hésité une seule seconde ! Le Parlement a été mis de côté, ce qui va à l'encontre de principes démocratiques bourgeois fondamentaux. Les autres forces politiques ont échoué avec leur « motion de censure », et sont soit absorbées par Macron (LR), soit dans une opposition stérile (NUPES, RN). La gauche est impuissante et sans recours, tandis que l'extrême-droite et les éléments fascistes surfent sur la crise, sans toutefois pouvoir lui donner de sortie immédiate. En effet, le RN ne cherche pas à gouverner avec un Premier ministre, mais bien à viser 2027 pour s'emparer enfin du pouvoir présidentiel, dans une République qui aura été habituée à son usage extensif et radical.

² Sondage de l'Institut Elabe pour BFMTV, paru le 17 avril. Parmi eux, 70 % sont favorables à un durcissement.

Il faut rejeter tous les appels à sauver le parlementarisme, car ils ne viennent que de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie, qui versent des larmes de crocodile que leur Parlement, dont une majorité des masses n'a rien à faire, soit effectivement fantoche !

Dans ce contexte, la crise politique du camp bourgeois, sans porte de sortie avant 2027, pose la question d'une crise de régime. Le présidentielisme en toute détente de Macron, qui se permet d'affirmer qu'il y a « *trop de lois* » en allocution ou encore sa volonté d'aller séduire à droite en accélérant les mesures réactionnaires, montrent que cette crise pointe son nez. En perspective, il reste les 4 ans de quinquennat, où la situation va se préciser et où la bourgeoisie nous mène, pour 2027, à un désastre annoncé. Voilà ce que nous a confirmé, sur le plan de la bourgeoisie, tout ce mouvement.

En toile de fond de cette mobilisation, ce qui se joue est l'adhésion grandissante d'une partie de notre classe à l'idée centrale qu'il n'est pas possible de faire de la politique sans avoir le pouvoir

Pour le prolétariat, la nécessité d'une direction et des forces subjectives

Et sur notre camp, que nous apprend-il ? Eh bien, si la situation objective est excellente, la situation subjective elle, laisse à désirer. Les directions syndicales ont montré que leurs tactiques d'intersyndicale ne marchent plus sur un gouvernement qui n'écoute pas la contestation populaire mais plutôt les sirènes des marchés financiers. Elles ont amené dans la rue des millions de personnes, ont mis en place un front uni historique qui a tenu un temps record... et tout ça pour quoi ? Pour que Macron et Borne puissent leur dire « la récré est finie, on rentre à la maison ! ».

Les directions syndicales ont voulu croire que c'était dans les vieux pots qu'on faisait les meilleures soupes ! Mais elles sont restées en surface des choses, et ont appliqué des vieilles tactiques inefficaces, incapables de pousser la grève générale illimitée et la contestation dure. Après le 16 mars, perdant leur monopole sur le mouvement, elles ont cherché l'apaisement. Dans de nombreux départements, ce sont les intersyndicales elles-mêmes qui ont voulu contenir la colère et là où ça n'arrivait pas, les syndicats se retrouvaient isolés. L'apaisement, c'est la politique voulue par la bourgeoisie et par Macron, symbole des « *100 jours* » de son allocution du 17 avril.

Des millions de personnes ont bougé, ont bloqué, ont manifesté. Et pourtant, les organisations révolutionnaires n'ont pas encore pu porter une réelle alternative révolutionnaire jusqu'à toutes ces masses. Le mot d'ordre de révolution socialiste, propagé ici et là, se fraie un chemin, mais n'est pas encore dominant. Pourtant, en toile de fond de cette mobilisation, ce qui se joue c'est l'adhésion grandissante d'une partie de notre classe à l'idée centrale qu'il n'est pas possible de faire de la politique sans avoir le pouvoir. Que le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie, et qu'il faut le lui prendre ensemble.

L'absence d'un Parti Communiste authentique a pesé de tout son poids sur ces mois de mouvement. Le « PCF » était plus concentré à parler de « *frontières passoires* » qu'à faire ce pour quoi il devrait exister. Cette absence a permis à une direction anti-prolétaire du mouvement de se maintenir, et a contribué à la confusion des gens sur le mouvement. Sans Parti Communiste, alors que le gouvernement n'écoute pas, certaines personnes en parviennent à la conclusion : « *Au fond, à quoi bon se mobiliser ?* »

Et pourtant, les luttes ont fleuri comme rarement, et l'enthousiasme a été partagé dans des grandes manifestations. La question du pouvoir a été posée malgré le point de vue étroit de l'intersyndicale sur les retraites, et la violence révolutionnaire a été choisie par un nombre grandissant. Dans ce contexte, il ne suffit pas de dire « Les révolutionnaires seront prêts les prochaines fois ! », il faut poser dès maintenant les fondations les plus solides afin que nous puissions faire des avancées audacieuses sans être soumis à l'agenda de réformes de la bourgeoisie. C'est l'enjeu des mois et années à venir pour le prolétariat.

Sainte-Soline : la bataille de l'eau vire à la guerre

Depuis leur lancement, les méga-bassines à Sainte-Soline, dans le Poitou, sont critiquées par les organisations paysannes. Au cœur de ce projet se trouve la brûlante question de la gestion de l'eau et de sa privatisation, alors que la France connaît des cycles de sécheresse de plus en plus intenses et rapprochés.

Ce grand projet consiste à pomper l'eau des nappes phréatiques en hiver pour la stocker à l'air libre et alimenter l'irrigation des grandes parcelles agricoles en été. Soutenu par la

FNSEA¹ et le gouvernement, ce projet aggrave en réalité la crise environnementale, ainsi que les inégalités d'accès à l'eau, au détriment des paysans : il s'agit de 16 méga-bassines, pour un coût de 76 millions d'euros, le tout financé par 70 % de fonds publics.

Pourquoi ce projet est nuisible ?

La longue sécheresse que nous connaissons cet hiver le démontre : le cycle des sécheresses ne suit pas le cycle des saisons. Prétendre alimenter ces bassines en hiver pour les vider l'été est simpliste, car rien ne dit que les hivers

permettront de les remplir. Ensuite, l'eau est ici stockée en plein air, et s'évapore bien plus rapidement que si elle restait stockée dans les nappes : du pur gaspillage (entre 20 % et 60 % de pertes par évaporation, selon le chercheur Christian Amblard²). De quoi faire largement relativiser les appels hypocrites des autorités à « économiser l'eau ». Enfin, à Sainte-Soline, ce sont 720 000 mètres cubes d'eau qui seront privatisées pour 12 exploitants agricoles³. On assiste bien à une privatisation de l'eau des nappes au profit d'une minorité de grands exploitants.

En plus de ne pas répondre au problème de la sécheresse, les bassines risquent donc de l'aggraver d'année en année. Ici, le Marais Poitevin est la deuxième zone humide la plus étendue de France (107 000 hectares). Les pompages et détournements de cours d'eau risquent de mettre des rivières à sec dès l'hiver. Cet été, la Fédération des pêcheurs des Deux-Sèvres estimait d'ailleurs qu'un millier de kilomètres de rivières étaient à sec sur 2700 km. Sept communes du marais ont d'ailleurs été reconnues en état de catastrophe naturelle pour sécheresse en 2021.

L'exemple espagnol devrait nous alerter : suite à la mise en place d'un plan national d'irrigation par Franco dans les années 1950, le pays est aujourd'hui le plus avancé d'Europe en termes de retenues d'eau. Ce modèle fonctionnait pour des épisodes isolés de sécheresses. Mais aujourd'hui, l'État espagnol n'arrive plus à les remplir, épuisant les nappes chaque année. L'année dernière, en Catalogne, les retenues d'eau n'étaient pleines qu'à 27 % en moyenne. Le pays compte aujourd'hui sur les mesures de restrictions et un réseau de 765 usines de dessalement de l'eau tournant à plein régime, les gouvernements régionaux investissant des millions d'euros dans ces infrastructures.

² Directeur de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), spécialiste de l'eau et des systèmes hydrobiologiques.

³ Dans les Deux-Sèvres, si les 16 bassines prévues sont creusées (soit 6,2 millions de m³ d'eau retenus), seuls 6 % des agriculteurs du département en profiteront.

◀ Photographie aérienne des affrontements entre les policiers, les gendarmes et les manifestants le 25 mars dernier, à Saint-Soline.



Sur le Front de la « guerre de l'eau »

Plus de 150 associations, collectifs et syndicats se battent aujourd'hui pour que le projet n'aboutisse pas. Celui-ci a été décidé sans aucune concertation, et va à l'encontre de toute notion d'intérêt général et de bon sens environnemental. Après avoir épuisé toutes les voies légales, les opposants prennent conscience que cette lutte ne peut être gagnée que sur le terrain. Fin octobre 2022, une manifestation est organisée (et interdite), les activistes réussissant à pénétrer le chantier d'une bassine et sectionner une canalisation, malgré le déploiement de 1500 gendarmes. Le ministre de l'Intérieur dénonce alors « l'éco-terrorisme ». Les principaux organisateurs du mouvement d'opposition sont le collectif Bassines non merci, la Confédération paysanne et le mouvement Les Soulèvements de la Terre.

Le 25 mars, une nouvelle manifestation est organisée, et à nouveau interdite. L'affluence est inédite : on dénombre environ 30 000 personnes. Le dispositif policier est monstrueux, avec 3200 gendarmes et policiers pour protéger une bassine même pas encore construite⁴. Alors que la manifestation s'avance vers le chantier, les premiers tirs de gaz lacrymogène pleuvent. Des gendarmes prennent la masse des opposants en tenaille

⁴ Au moment de la manifestation, c'était l'équivalent d'un trou couvert d'une bâche.

et tirent depuis des quads à l'arrière de la manifestation. En tout, ce sont 4000 grenades qui sont tirées en deux heures, soit une toutes les deux secondes. Le ministre de l'Intérieur assure qu'aucune arme de guerre n'a été utilisée. Pourtant, des grenades GM2L ont été tirées abondamment sur la foule, faisant des trous dans le sol de la taille d'une assiette. Elles sont classées arme de catégorie A2 et donc comme « matériel de guerre » par le ministère.

Les pompages et détournement de cours d'eau risquent de mettre des rivières à sec dès l'hiver

Pour faire face à des manifestants cachés derrière des bâches, dont les plus avancés étaient armés de pierres et de projectiles, le gouvernement a choisi d'utiliser tous les moyens pour ne pas voir une bassine en travaux abîmée. Le bilan est lourd : plus de 200 blessés, une quarantaine de plaies profondes, de nombreuses pertes auditives, une dizaine de personnes transférées à l'hôpital, trois comas dont deux avec le pronostic vital engagé. Du côté de la police, on compte des blessés par

« détresse respiratoire ou auditives », subissant leurs propres gaz lacrymogènes poussés par le vent et le flot de grenades explosant en continu : victimes de leur propre boucherie. Les vies des militants valaient moins aux yeux de Darmanin que ce projet de privatisation des nappes. Le ministre a annoncé la semaine suivante son intention de dissoudre Les Soulèvements de la Terre, qu'il accuse d'action terroriste. Un pas de plus dans la politique répressive ultra-réactionnaire de la présidence Macron.

En réalité, cela fait plusieurs mois que Les Soulèvements de la Terre sont dans le collimateur du gouvernement. Une note du service central du renseignement territorial datée de novembre 2022 révèle un long travail d'investigation par la police sur le mouvement. Les renseignements français y reconnaissent « l'ingéniosité » et « l'intelligence » des militants. Les Soulèvements de la Terre ont, selon eux, « joué un rôle majeur dans la diffusion et l'acceptation de modes opératoires plus offensifs ». Ce succès n'est probablement pas étranger à la volonté de Darmanin de dissoudre le groupe. Le ministre a d'ailleurs annoncé la création d'une « cellule anti-ZAD » suite à la manifestation du 25 mars : 42 sites à travers la France sont placés sous surveillance, parmi lesquels les méga-bassines dans les Deux-Sèvres.

Communiqué des parents de Serge

Serge a 30 ans, il a été blessé à la tête lors de la manifestation de Sainte-Soline. Les enregistrements publiés dans Le Monde et Médiapart, ainsi qu'une enquête de Libération prouvent que la gendarmerie a donné l'ordre au SAMU de ne pas intervenir pour le prendre en charge immédiatement. La Cause du Peuple lui apporte tout son soutien et partage ici le communiqué de ses parents.

Notre fils Serge est actuellement hospitalisé avec un « pronostic vital engagé », suite à la blessure occasionnée par une grenade

GM2L, lors de la manifestation du 25 mars 2023 organisée à Sainte-Soline (79) contre les projets de bassines irrigantes.

Nous avons porté plainte pour tentative de meurtre, entrave volontaire à l'arrivée des secours ; et pour violation du secret professionnel dans le cadre d'une enquête de police, et détournement d'informations contenues dans un fichier de leur finalité.

Suite aux différents articles parus dans la presse, dont beaucoup sont inexacts ou mensongers, nous tenons à faire savoir que :

- Oui, Serge est fiché « S » - comme des milliers de militants dans la France d'aujourd'hui.

- Oui, Serge a eu des problèmes judiciaires - comme la plupart des gens qui se battent contre l'ordre établi.

- Oui, Serge a participé à de nombreux rassemblements anticapitalistes - comme des millions de jeunes dans le monde qui pensent qu'une bonne révolution ne serait pas de trop, et comme les millions de travailleurs en lutte actuellement contre la réforme des retraites en France.

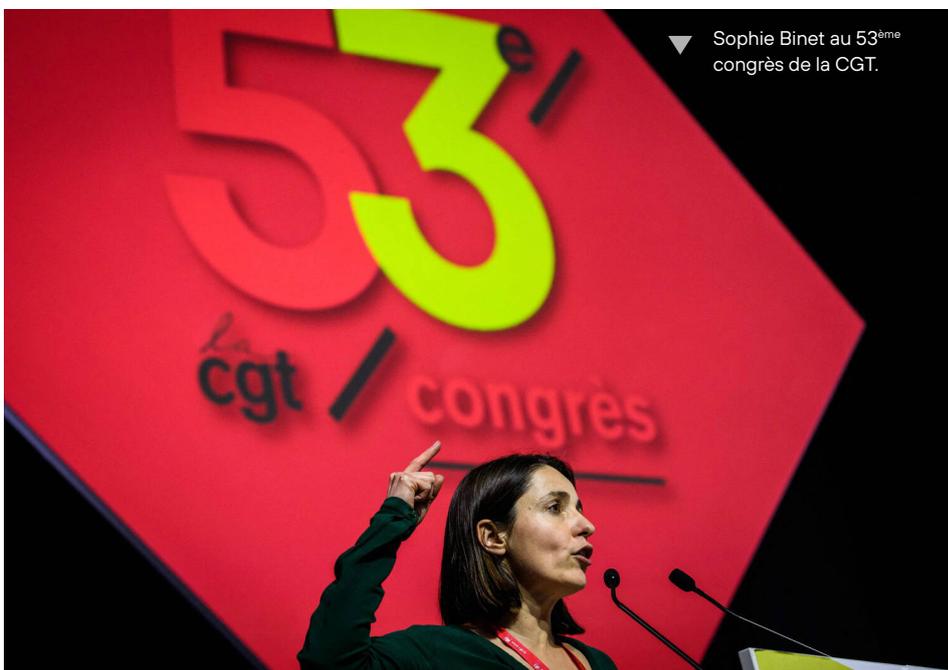
Nous considérons qu'il ne s'agit là nullement d'actes délictueux qui saliraient notre fils, mais que ces actes sont au contraire tout à son honneur.

Les parents de Serge
Le mercredi 29 mars 2023

Nouvelle direction de la CGT : lutte des classes ou lutte des places ?

Fin mars, la CGT a organisé son 53^{ème} congrès à Clermont-Ferrand. Au programme : un rejet historique du bilan du mandat de Martinez, de nombreux envahissements de tribune et l'élection de Sophie Binet à la tête du syndicat historique des travailleurs. Les fractures qui existent au sein de la CGT, connues depuis longtemps, sont particulièrement ressorties durant ce congrès. Au-delà d'un « simple » problème de ligne politique, c'est bien un problème de classe qui en ressort.

C'est un constat facile à dresser depuis des années : la direction de la CGT n'est pas à la hauteur, que ce soit à la hauteur de sa tâche, de son histoire, ou même de sa base syndicale. Une partie de celle-ci porte des revendications bien plus combattives que ce qui est écrit sur les tracts nationaux de la CGT depuis des années. C'est même Philippe Martinez, ancien secrétaire général, qui a affirmé (sans mandat !), en marge du congrès, approuver l'idée d'une « médiation » avec le gouvernement. De quoi énerver les 942 délégués réunis, qui se sont empressés de voter une motion plus performative qu'autre chose : « *Il n'y aura ni médiation, ni compromis.* » Pendant ce même congrès, le texte résumant le bilan de Martinez a été rejeté par 50,32 % des délégués. Chacun d'entre eux représentant des centaines voire des milliers de syndiqués, on estime que cet écart de voix représente 3000 personnes. Trois fois rien à l'échelle des 606 000 adhérents à la CGT¹. C'est historique : c'est la première fois qu'un tel bilan n'est pas approuvé. Mais il ne faut pas y voir un rejet total de la ligne Martinez et un revirement combatif de la CGT par le haut. Car le texte en question, ce n'était rien d'autre que Martinez qui se lance de fleurs sur son mandat, en particulier sur des questions comme la syndicalisation des jeunes, des femmes... Alors même que les avancées réelles de la CGT sont très moyennes. Les débats autour de ce bilan ont bien montré que ce n'était pas un rejet fondamental du mandat, mais une légère critique.



▼ Sophie Binet au 53^{ème} congrès de la CGT.

Pourtant, il y aurait de quoi : la CGT perd des milliers d'adhérents chaque année, des usines et des secteurs entiers n'ont pas entendu parler d'un syndicat depuis 20 ans...

41 % de cadres à la direction

Sans s'affirmer en rupture avec Martinez dans les médias, Sophie Binet dénote, affirmant très vite : « *Il n'y aura pas de trêve, pas de médiation.* » Éluë avec 82 % des voix des 32 fédérations, face à la favorite de Martinez, Marie Buisson, elle n'a pas le choix : c'est ça ou perdre l'entièreté du soutien de la CGT. Mais on attend encore le durcissement des lignes portées par la Confédération, à l'approche du 5^{ème} mois de mobilisation en France. Et on peut l'attendre longtemps. Car à se concentrer sur le problème de la faiblesse des revendications de la direction, on en oublie de chercher son origine. Lors de ce 53^{ème} congrès, la Commission exécutive

confédérale (CEC) a été renouvelée : c'est l'organe dirigeant de la CGT entre deux congrès. Elle est composée de 66 membres qui se réunissent en général une fois par mois. La sociologie de sa composition est très intéressante. Car dans la CEC de la CGT, syndicat historique des ouvriers, on retrouve... 41 % de cadres, pour seulement 9 % d'ouvriers. Des chiffres qui ne sont même pas à la hauteur de la proportion dans la population française, alors qu'on pourrait même espérer une sur-représentation ouvrière. C'est pire dans le bureau, composé de 10 membres parmi la CEC, parmi lesquels un seul ouvrier. Or c'est le bureau qui gère le syndicat au quotidien. La question de la classe est donc cruciale pour comprendre aujourd'hui les problèmes de la CGT : comment espérer des lignes prolétaires combattives, alors que la direction offre une sur-représentation à la classe bourgeoise ?

	Cadres	Ouvriers	Employés	Agents de maîtrise	Techniciens	Total
Candidats à la CEC	36	6	31	10	17	100
Élus à la CEC	27	6	16	6	11	66
Proportion dans la CEC	41 %	9 %	24 %	9 %	17 %	100 %
Proportion dans la population française*	24 %	22 %	28 %	26 %		100 %

¹ D'après les chiffres de la CGT en 2020.

* Sans compter les agriculteurs et artisans, qui ne sont pas représentés à la CGT.



Théorie : que se cache-t-il derrière les mesures réactionnaires de l'État ?

Ces derniers mois, et même ces dernières années en général, l'État bourgeois français a renforcé sa domination. Il est devenu plus répressif, plus armé. Il a multiplié les lois anti-manifestations. Il nie la violence policière. Sa prétendue « démocratie » est de plus en plus remise en cause. Toutes ces mesures réactionnaires, c'est-à-dire qui vont contre le peuple, font que certaines personnes parlent de fascisme. Qu'en est-il ?

Premièrement, qu'est-ce que le fascisme ? C'est un mode de gouvernement dictatorial de la bourgeoisie. Face à un large mouvement de la classe ouvrière, face à sa propre crise, la bourgeoisie est incapable de gouverner comme avant, avec un Parlement, des principes démocratiques bourgeois... Alors elle prend le tournant le plus réactionnaire et instaure le fascisme. Il a eu lieu en Allemagne dans les années 30 (nazisme), en Italie (Mussolini) mais également dans de nombreux autres régimes (Franco en Espagne, Pétain en France...).

Qui en bénéficie ? C'est la grande bourgeoisie impérialiste. Le fascisme répond aux attentes des bourgeois dans la tourmente. Le révolutionnaire bulgare Dimitrov le définit ainsi : « *Le fascisme est la dictature terroriste ouverte*

des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. » Il parvient, en utilisant le chauvinisme et la démagogie, à tromper « *les masses de la petite bourgeoisie, voire une partie des ouvriers, poussés au désespoir par la misère, le chômage et la précarité de leur existence* ».

Mais le fascisme d'aujourd'hui ne peut pas être qu'une copie de celui d'hier : il trouve son

Macron contribue à nier progressivement les principes mêmes de la démocratie bourgeoise, mais il préserve pour le moment le régime

chemin d'une façon différente dans un État qui s'attaque toujours au même problème : la crise de la vieille démocratie bourgeoise. Les mesures réactionnaires successives prises par des gouvernements de droite comme de gauche sont témoin que la démocratie bourgeoise française est bel et bien violente, répressive, meurtrière.

En France, la « réactionnarisation » de l'État a lieu dans la 5^{ème} République depuis des décen-

nies. Le programme de Macron pour « *sauver* » la démocratie bourgeoise est le même que celui d'Hollande ou de Sarkozy, et même de Chirac ou Mitterrand. Il introduit des mesures contre le peuple et la classe ouvrière, chasse sur les terres de l'extrême-droite pour en faire son « meilleur ennemi ».

Dans la tradition du régime bourgeois français depuis Bonaparte, il se présente comme l'homme providentiel, en appuyant à fond sur le pouvoir de l'exécutif, c'est-à-dire du président et de son gouvernement. Or, dans une démocratie bourgeoise, c'est en général le Parlement qui a le dernier mot. L'utilisation massive du 49.3 confirme cela, et Macron a dit, fin mars : « *On passe trop par la loi dans notre République.* » Cela veut dire qu'il veut gouverner par décret, sans vote au Parlement.

Cette tendance de « réactionnarisation » s'étend sur des années, voire des décennies. On la voyait déjà à l'œuvre dans le premier quinquennat, mais elle a pris des proportions immenses depuis. Il faut la distinguer du fascisme. Macron contribue à nier progressivement les principes mêmes de la démocratie bourgeoise, mais il préserve pour le moment le régime. Sa position a cependant bien sûr propulsé sur le devant de la politique bourgeoise Marine Le Pen, ou bien l'autoproclamé « *sauveur de la France* », Eric Zemmour, dont le programme était absolument dans la ligne du fascisme français.

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 GRÈCE

La colère ne faiblit pas en Grèce, suite à un accident de train ayant coûté la vie à 57 personnes, le 28 février dernier : deux trains, circulant en sens inverse, se sont retrouvés sur la même voie et sont entrés en collision frontale. Loin de n'être qu'une simple erreur humaine d'aiguillage, cette catastrophe trouve ses racines dans des « faiblesses chroniques » du réseau ferroviaire grec, comme l'a admis le porte-parole du gouvernement. Des manifestations ont éclaté dès le lendemain : à Thessalonique, près de 2 000 personnes se sont mobilisées, avec des cocktails molotov. À Athènes, des pierres ont été jetées devant les gares du pays et les bureaux d'Hellenic Train, la société considérée responsable en partie de l'accident meurtrier ferroviaire. Les cheminots se sont mis en grève durant plusieurs jours. La mobilisation s'est poursuivie tout au long du mois : plus de 40 000 personnes ont manifesté le 16 mars. La colère des Grecs est le résultat inévitable du délabrement du secteur public qui a déjà commencé durant la crise économique (2010-2018) : les créanciers du pays (Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) ont imposé, en échange des prêts, des mesures d'austérité très dures. Plus de 180 000 emplois dans le secteur public ont été détruits, créant des manques dans des services essentiels : pompiers, hôpitaux, écoles...

2 OUGANDA 3 TANZANIE

Depuis le mois de janvier, les forages ont commencé en Ouganda : 400 puits au cœur d'un mégaprojet pétrolier de TotalÉnergies. Ces zones de forage sont en effet le point de départ du pipeline Eacop (East African crude oil pipeline, soit Oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est) qui transportera l'or noir jusqu'au port de Tanga, en Tanzanie. Le projet vise à extraire 200 000 barils de pétrole par jour à compter de 2025. L'oléoduc sera maintenu à 50 °C pour éviter sa solidification : il s'agira, à terme, du plus long oléoduc chauffé du monde, avec 1443 kilomètres, l'équivalent d'un Paris-Budapest. Au niveau du lac Albert en Ouganda, où se situent les réserves de pétrole, le système de pompage menace l'écosystème, dont 30 % de la pêche du pays dépend. Côté tanzanien, Eacop traversera 35 cours d'eau, ainsi que le bassin du lac Victoria, qui est le deuxième plus grand lac d'eau douce au monde et l'une des principales sources du Nil. On estime que près de 40 millions de personnes en dépendent. En outre, Total va s'accaparer les terres de plus de 110 000 Ougandais et Tanzaniens, qui vivent essentiellement de leurs récoltes. Ils vont être déplacés sans qu'ils aient eu leur mot à dire. La justice française, qui avait

été saisie par six ONG en 2019, a annoncé fin février qu'elle considérait le dossier « irrecevable », évitant ainsi de se mettre à dos la plus grosse entreprise française dans le secteur de l'énergie.

4 GUADELOUPE

La mobilisation contre la réforme des retraites ne faiblit pas en Guadeloupe. Depuis plusieurs jours, des actions non revendiquées se multiplient sur l'île. En particulier, des barricades en feu sont érigées dans plusieurs communes, bloquant notamment des axes routiers importants. Ces blocages sont réalisés la nuit, et quand la gendarmerie intervient le matin, « il n'y a plus personne quand on arrive » ! Plusieurs magasins du centre-ville de Pointe-à-Pitre ont aussi été attaqués. Les autorités profitent de l'absence de revendication pour blâmer une « concurrence entre gangs », alors même que plusieurs vidéos sur les réseaux sociaux démontrent que ce sont des actions contre la réforme des retraites.





5 ARGENTINE

De la Patagonie à la région de Buenos Aires, un gazoduc de 600 kilomètres, issu d'un gisement de schiste exceptionnel, devrait entrer en fonction en juin prochain. Le gouvernement en fait une priorité nationale pour sauver son image avant la présidentielle d'octobre. L'enjeu est de taille : il faut que la construction du gazoduc soit finie avant le début de l'hiver austral (aux alentours de mai/juin), qui s'accompagne d'une explosion de la demande de gaz et donc des importations. Une fois le gazoduc construit, l'Argentine pourrait exporter du gaz (le site de Vaca Muerta abrite la deuxième réserve mondiale de gaz de schiste, et la quatrième de pétrole de schiste) et soulager ses finances publiques désastreuses. Le président social-démocrate Alberto Fernández espère ainsi

remonter dans les sondages, qui à l'heure actuelle lui sont très défavorables. Et à raison : 43 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, et en février dernier, l'Argentine a dépassé les 100 % d'inflation en un an. Ce record odieux est l'un des plus hauts du monde, et une énième illustration de l'échec de la voie électorale pour améliorer la vie des masses.

6 IRLANDE DU NORD

Le MI-5, le service de sécurité britannique, a relevé son niveau d'alerte concernant la menace terroriste en Irlande du Nord : une première en douze ans. Ce niveau de menace, revu tous les six mois, est conçu pour donner une indication de la probabilité d'un attentat terroriste. Il est composé de 5 catégories allant de faible à critique. Le niveau « grave », qui vient d'être annoncé, est le 4^{ème} pallier : cela signifie qu'un attentat est attendu de manière imminente. La capacité d'utiliser des armes à feu ou des explosifs a augmenté, selon le renseignement, à cause d'un potentiel recrutement de membres expérimentés ayant un passé d'activités terroristes dans les années 1970, 1980 ou 1990... Le lien avec l'IRA (Armée républicaine irlandaise) est clair, d'autant que cette annonce a lieu suite à la tentative d'assassinat d'un policier anglais, à Omagh (ouest de l'Irlande du Nord), en février dernier. La tentative a été revendiquée par la Nouvelle IRA, qui a tagué un mur de la ville avec un message à destination de la police : « Si vous espérez vivre une vie normale, sachez qu'un membre de l'IRA vous attendra un de ces jours. »

Répression brutale contre des manifestations au Kenya

Face à l'inflation, le Kenya a lui aussi été agité en mars par des manifestations. Celles-ci ont été violemment réprimées par la police. La police n'a pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes contre les manifestants dans les bidonvilles de la capitale Nairobi, et a même tiré à balles réelles : on compte plus de 230 Kényans arrêtés, 85 blessés et 2 morts dans l'ouest du pays, où la mobilisation est la plus forte. Le Kenya, loin d'être un pays sans ressources, est pillé par l'impérialisme : les terres fertiles ne sont utilisées que pour produire des denrées ensuite exportées. Le pays dépend donc fortement d'importations comme le blé et le maïs, qui venaient en grande partie d'Ukraine. Leur prix a donc plus que doublé depuis le début de la guerre d'agression impérialiste russe. Le Kenya souffre également d'une grande sécheresse. Les masses kényanes se sont soulevées pour protester contre leurs conditions de vie qui se sont beaucoup dégradées, et en ont payé de leur vie.

Le leader de l'opposition politique, Raila Odinga, surfe sur cette colère populaire par op-

portunisme, s'affichant comme tête de file du mouvement. Il réclamait au début de nouvelles élections, faisant ainsi sa campagne pendant que des Kényans mouraient dans les rues. Ensuite, on a pu l'entendre dire avec grandiloquence : « *Chaque lundi, il y aura une grève, il y aura une manifestation. La guerre a commencé, elle ne se terminera pas tant que les Kényans n'auront pas obtenu leurs droits.* »

Pourtant, deux semaines plus tard, Odinga a officiellement appelé à annuler les manifestations prévues le 2 avril, annonçant que son parti allait... participer à un dialogue avec le gouvernement.

Des manifestants dans le bidonville de Kibera, à Nairobi, au Kenya, le 30 mars 2023.



Adhésion de la Finlande à l'OTAN : les États-Unis avancent leurs pions en Europe de l'Est

Après des mois de suspense, l'annonce est tombée : la Finlande va rejoindre l'OTAN, l'outil de l'impérialisme états-unien par excellence. Son processus d'intégration avait été accéléré par la guerre d'agression impérialiste russe contre l'Ukraine, l'année dernière. La Suède, pays voisin de la Finlande, devrait être la prochaine sur la liste. Les États-Unis avancent ainsi leurs pions en Europe du Nord afin de consolider le flanc oriental de l'OTAN. Cette stratégie a plusieurs avantages, le principal étant de contrer l'agression russe, en consolidant son bastion en Europe de l'Est, construit

depuis les années 90 avec la chute du social-impérialisme¹ de l'URSS. Pour les États-Unis, c'est aussi une manière de ne pas laisser les puissances européennes traditionnelles, comme la France et l'Allemagne, se charger de la « défense » de l'Europe contre la Russie : toutes deux ont déjà utilisé la guerre en Ukraine comme prétexte à leur propre militarisation. Il ne faudrait pas qu'un autre rival militaire émerge en Europe ! L'impérialisme yankee cherche

donc prioritairement à sécuriser ses intérêts dans cette zone du monde. La Finlande et la Suède, des « petits impérialistes », suivent aussi ce chemin de la militarisation : la Finlande, qui compte 5,5 millions d'habitants, a une armée de 12 000 soldats professionnels, mais compte 900 000 réservistes. Elles trouvent ici leurs comptes dans la concurrence inter-impérialiste entre la Russie et les États-Unis, mettant chaque jour en place des politiques de plus en plus réactionnaires.

¹ Un État social-impérialiste est un État « socialiste dans les mots, impérialiste dans les actions » (Lénine).



Assemblée nationale du FNL à Rosana (São Paulo), lors de l'été 2022.

Brésil : le « Carnaval rouge » et la lutte pour la terre

Au Brésil, le Carnaval est une grande tradition populaire où les écoles de danse et artistes défilent dans toutes les villes du pays : une fête populaire connue dans le monde entier. Tous les ans, en parallèle des festivités, courant février et début mars, un autre type de célébration fait couler beaucoup d'encre : le « Carnaval rouge ».

Ce dernier est organisé à l'appel du Front national de lutte, abrégé FNL, organisation paysanne du Brésil, qui lutte pour la redistribution des terres au même titre que la LCP (Ligue des paysans pauvres). Partout, des actions de saisies populaires des terres sont organisées par les paysans, luttant pour la redistribution de celles-ci dans une réforme agraire.

En mars 2022, le FNL avait organisé ces actions dans trois États du sud du Brésil (São Paulo, Mato Grosso do Sul, Paraná) ainsi qu'à la pointe est (Alagoas). 1400 familles (environ 5600 paysans) y ont pris part. C'est dans ce contexte que trois dirigeants du FNL, José Rainha, Luciano Lima et Cláudio Ribeiro Passos, avaient été arrêtés par les autorités. Depuis l'été 2022, le FNL lutte aussi contre la

loi sur la régulation foncière adoptée sous le mandat de Jair Bolsonaro. Elle légalise les exploitations jusqu'alors illicites menées sur des « fronts pionniers¹ » par les grands propriétaires et bandits armés. La loi permet aussi à de nouveaux grands propriétaires d'accaparer des terres et de les privatiser légalement. Les communautés autochtones se voient donc privées de leur droit à gérer les terres communautaires. Ces conflits pour la souveraineté de

Dans toute l'Amérique latine, du Brésil au Mexique, la lutte pour la terre est une préoccupation centrale des masses opprimées

la terre sont à l'origine de centaines de morts chaque année au Brésil, les grands propriétaires payant des bandits pour intimider ou liquider les paysans et autochtones s'opposant à l'accaparement.

Entre février et mars, le FNL a à nouveau organisé le Carnaval rouge. Lors d'une action près

¹ Politique de colonisation intérieure du Brésil via l'exploitation de vastes zones forestières.

de São Paulo, le 18 février, des paysans sans terre participant au mouvement ont lâchement été attaqués par balle. En plus de tirer avec des armes à feu, les bandits s'en sont pris aux voitures des paysans, le tout main dans la main avec un fort dispositif policier (présence d'hélicoptères). La veille, le Parquet fédéral avait annoncé soutenir une suspension conservatoire de la loi sur la régulation foncière, à cause du « risque imminent de dommages sur l'environnement » et à la « possibilité de légaliser les propriétés acquises par des pratiques illégales ». Le FNL a aussi enregistré des attaques contre les occupations dans l'État du Paraná, où des policiers ont envahi un camp en tirant des balles en caoutchouc et en expulsant les familles du site. En essayant de négocier la situation, un avocat du mouvement a été arrêté et placé en détention.

Dans toute l'Amérique latine, du Brésil au Mexique, la lutte pour la terre est une préoccupation centrale des masses opprimées. Les grands propriétaires rapaces se battent pour l'accès aux terres au sein d'un marché toujours plus féroce que se partagent les grandes entreprises impérialistes. Les grandes entreprises françaises n'y sont pas étrangères, étant au gré des saisons les 4^{èmes} ou 5^{èmes} investisseurs au Brésil.

L'UPC dans la guerre d'indépendance du Cameroun

Après la Seconde Guerre mondiale, la volonté d'indépendance des colonies française se répand sur l'Afrique comme une traînée de poudre. Le colonisateur « concède » alors l'indépendance à la Syrie et au Liban¹, au Laos et au Cambodge², la refuse à l'Algérie. Alors que la France cède face aux communistes au Vietnam, elle reconnaît l'indépendance au Maroc et à la Tunisie en 1956. Partout, ces « indépendances » font place à de nouvelles relations semi-coloniales, maintenant la domination politique et économique de la République. Au cœur de la poudrière africaine, sur les rives du golfe de Guinée, le peuple du Cameroun se saisit du fusil et se lève à son tour.

Fondée en 1948, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) prend la direction du mouvement de libération nationale. Le parti demande l'indépendance et la réunification du

Cameroun³. Proche du mouvement communiste, l'UPC s'oppose à l'administration française et aux partis conciliants soutenus par les colons : il est interdit et engage une lutte armée dès 1955. Il revendique alors 80 000 adhérents et des comités dans 460 villages et quartiers, une très forte implantation dans les masses du pays. C'est dans ce contexte qu'en 1957, le gouvernement français négocie une relative autonomie au Cameroun, passant d'un statut colonial de territoire associé à celui d'État sous tutelle. Selon les aveux de François Mitterrand, alors ancien ministre des colonies, l'opération consistait à « isoler, pour le réduire, le noyau dur, idéologiquement irrécupérable, dont la présence rendait vaine toute tentative de conciliation » et à mettre au pouvoir ceux que « l'assentiment de leur peuple autant que l'amitié de la France mèneraient aux plus hauts destins ». L'UPC refusa de trahir ses principes : Paris décida alors d'éradiquer ces « irrécupérables ».

L'armée française perfectionne alors sa doctrine de la « guerre contre révolutionnaire », initiée en Indochine. Elle s'appuie sur un constat simple : si les révolutionnaires sont dans les

masses « comme des poissons dans l'eau », il suffit de « vider l'eau ». Les méthodes de torture, terreur, propagande pour alimenter la guerre civile, n'ont pas de limite. L'Armée de libération nationale du Kamerun (ALNK) est alors constituée par l'UPC en 1959, un an avant la proclamation de l'indépendance⁴. Paris met en place des milices villageoises, multiplie les exécutions publiques et expose les têtes tranchées des opposants sur les places publiques, tout en traquant les opposants en exils, avec l'aide de Londres et Washington. Les trois principaux leaders de l'UPC sont alors Ernest Ouandié, Abel Kingué, et l'économiste anti-révisionniste Osendé Afana. Franchement anti-impérialistes, ils refusent une indépendance négociée qui maintiendrait le pays sous domination française. Kingué est mort en exil en 1964 et Afrana sera décapité deux ans plus tard par les troupes gouvernementales. Représentant l'aile gauche du mouvement (marxiste-léniniste convaincu), sa tête est directement rapportée au président du pays Osendé Ahidjo.

Main dans la main, les autorités françaises et Camerounaises poursuivent pendant une décennie cette politique de terreur quasi-génocidaire, causant plusieurs dizaines de milliers de morts⁵. L'exécution publique d'Ernest Ouandié, leader du parti, fait déposer les armes aux dernières poches de résistance de l'UPC en 1971. Aujourd'hui, les leaders de l'UPC ont été réhabilités comme « héros nationaux » et l'organisation s'organise de manière ouverte, sortant de la clandestinité en 1991. Jouant pleinement le jeu du parlementarisme dans un pays toujours dominé par l'impérialisme, ces « héritiers » ont préféré troquer la réhabilitation contre les principes anti-impérialistes et révolutionnaires.

1 Indépendance reconnue et départ effectif des troupes en 1946.

2 Indépendance accordée en 1953.

3 Ancienne colonie allemande, le pays est divisé entre une majeure partie sous domination française et sa partie nord-ouest sous domination britannique, suite à la Première Guerre mondiale.

4 La réunification avec le Cameroun britannique est effective l'année suivante, en 1961.

5 Entre 60 000 à 76 000 personnes seraient mortes entre 1956 et 1964, d'après un rapport confidentiel de l'ambassade du Royaume-Uni au Cameroun.



◀ Les membres du Bureau politique de l'UPC, en marge d'une conférence le 6 mars 1955. De droite à gauche : Ernest Ouandié (vice-président), Félix Moumié (président), Ruben Um Nyobè (secrétaire général), Abel Kingué (vice-président). Archives privées de Simon Nken.



▲
Barricade en flamme à Rennes, lors de la journée de mobilisation du 7 mars.

Rennes, dans le feu de la contestation

« Grèves, blocages, manifs sauvages ! » : c'est l'un des nombreux slogans que l'on peut entendre dans les rues de Rennes les jours de manifestations contre la réforme des retraites. Un slogan dont les mots d'ordres concernant les blocages et les « sauvages », comme on les appelle, sont repris quasi quotidiennement.

Des barricades incendiaires

Depuis maintenant quelques semaines des opérations « ville morte » ont lieu à Rennes et dans d'autres villes et agglomérations. Ces opérations sont des points de blocages d'axes routiers importants, créant souvent plusieurs dizaines de kilomètres de bouchons à des horaires clés pour ralentir l'économie. Au fil des semaines les méthodes de blocage ont évolué,

passant des barrages filtrants à des feux de palettes, pneus, poubelles, nécessitant l'intervention des pompiers pour pouvoir rétablir la circulation. Cette utilisation de barricades incendiaires permet de multiplier les points de blocage, car elles ne nécessitent pas d'être physiquement tenues par des personnes pour être efficaces. Les bloqueurs sont donc libres de se rendre sur d'autres points pour commencer d'autres barricades. D'autres actions de blocage ont lieu en continu sur les centres de ramassage de déchets de l'agglomération

rennaise, et ponctuellement sur les lycées de la ville et les dépôts de bus, complétant le tableau d'une ville paralysée par le mouvement social.

La Maison du Peuple, espace d'organisation

À ces actions de blocage vient s'ajouter une combativité accrue durant les manifestations contre la réforme des retraites. Depuis plusieurs années maintenant, le centre ville de Rennes est systématiquement barricadé par

la politique bourgeoise. Progressivement le centre historique redevient un lieu de manifestation et d'expression de la grande populaire. Cet élan est aussi caractérisé par « la Maison du Peuple », une occupation d'un cinéma désaffecté en plein centre ville pour y proposer un espace d'organisation du mouvement social, comme ce fut le cas en 2016 lors de la contestation de la loi Travail. Cette version 2023 de la Maison du Peuple tiendra moins longtemps que la précédente et sera évacuée au bout de 48 heures.

Des unités de gendarmerie spécialisées dans les conflits urbains ont été envoyées afin de contrer les émeutes et garantir le maintien de l'ordre à Rennes

les forces de l'ordre les jours de grandes manifestations afin d'éviter des dégradations sur les bâtiments historiques de la ville, comme la mairie et le parlement de Bretagne. C'est donc devenu une obsession du cortège de tête que de ramener la contestation au cœur de la ville, en entraînant avec lui une partie de la foule en fin de manifestation syndicale. En plus de ces fins de manifestations, ce sont aussi des appels à des rassemblements place Sainte Anne quasi quotidiens qui sont lancés, trouvant un grand écho auprès de la foule écœurée par

est déployé. Canons à eau, gaz lacrymogènes, grenades de désencerclement sont utilisés sans sommations et sans retenue sur les différents cortèges. Des unités de gendarmerie spécialisées dans les conflits urbains (CRS8) ont même été envoyées afin de contrer les émeutes et garantir le maintien de l'ordre à Rennes. Mais cela ne sert à rien. Ces unités se retrouvent vite dépassées : leurs méthodes sont rendues inutiles, car la colère des masses ne peut être contenue.

Les méthodes répressives sont dépassées

Si la combativité des masses est au rendez-vous à Rennes, la répression l'est aussi. À chaque manifestation, un dispositif policier toujours très impressionnant

Portrait de la camarade Carla

Nous publions ici un article traduit du journal brésilien A Nova Democracia.

Carlota Tello Cuti, militante du Parti communiste du Pérou (PCP) et combattante de l'Armée de guérilla populaire (EGP), soldate rouge du président Gonzalo, a été un exemple de don de sa vie pour le Parti et la Révolution. Elle est née en 1960, probablement à Cahua, dans la province d'Angaraes, d'une famille paysanne modeste. Carlota était considérée comme une fille bâtarde : son père, Vicente Tello, ne l'a jamais reconnue comme sa fille ; on sait peu de choses sur sa mère et sur leur relation. Ce qui est certain, c'est que Carlota a eu une enfance pauvre et qu'avant l'âge de 13 ans, elle a déménagé dans la ville de Huamanga pour servir de domestique à de riches familles en échange d'une maison et de nourriture - un régime de servitude très courant dans de nombreux pays où règne le capitalisme bureaucratique.

À Huamanga, elle fait ses études secondaires au collège « Mariscal Cáceres » et y rencontre la Fraction rouge du Parti communiste du Pérou (PCP). Le PCP, en plein processus de reconstitution, disposait dans cette école d'une base considérable de militants parmi les étudiants et les enseignants. Carlota a probablement rejoint le PCP à cet endroit et a joué un rôle très actif dans la grève des enseignants de 1978.

Carlota Tello devient la camarade Carla

En 1980, lorsque le PCP et le président Gonzalo - le chef du PCP et de la révolution péruvienne - décident de lancer la guerre populaire au Pérou, Carlota n'a que 20 ans et relève héroïquement le défi d'être l'une des initiatrices. La fraîchement baptisée « Camarade Carla » a participé à de nombreuses actions dans la région d'Ayacucho - des actions dont l'une est très bien décrite dans le livre *Un des premiers...*, publié par Seara Vermelha.

La camarade Carla jouait un rôle important au sein du comité zonal de Huamanga lorsqu'elle a été arrêtée dans le district de Pacaycasa et emprisonnée au pénitencier de Huamanga, où se trouvait également Edith Lagos. Elle n'y est pas restée longtemps : le 3 mai 1982, toutes deux, ainsi que les autres prisonniers de guerre révolutionnaires, ont été libérées lors d'une action militaire magistrale du PCP et de l'EGP.

Après sa libération, Carla a continué à participer activement à la guerre populaire, en pre-

nant la responsabilité du travail paysan dans les provinces de Huanta et Huamanga. Elle a toujours participé activement à la construction du nouveau pouvoir et de la République populaire de nouvelle démocratie, en tant que combattante dans l'une des colonnes de guérilla De l'EGP qui a affronté les troupes du général Clemente Noel, un bourreau génocidaire coupable de centaines d'assassinats des meilleurs enfants du peuple péruvien, et créateur de plusieurs centres de torture clandestins dirigés par les réactionnaires dans tout le Pérou, où ils torturaient, tuaient et faisaient disparaître les cadavres en toute impunité. La camarade Carla et d'autres militants du PCP et combattants de l'EGP ont mené une résistance acharnée, dans ces premières années de la guerre révolutionnaire, les plus difficiles jusqu'alors, et ont réussi à empêcher les réactionnaires d'anéantir le mouvement naissant, ce qui constitue en soi une grande victoire.

Dénonciation, arrestation, torture et assassinat

C'était l'après-midi du 14 novembre 1984 : une réunion du comité zonal d'Ayacucho se tenait à Pangora (province de Huamanga), et elle fut violemment interrompue. Un traître a surpris 13 communistes lors de la réunion. Six camarades de Carla y sont exécutés sommairement, sept autres sont arrêtés, dont elle. Dans la nuit du même jour, la camarade Carla et les autres ont été emmenés à la caserne de Los Cabitos, et à proximité de cette caserne se trouvait une villa appelée « Casa Rosada », où fonctionnait un centre de torture de la répression.

Dans la « Casa Rosada », le major Jorge Contreras organisait les séances de torture qui duraient environ quatre jours. Les hommes étaient torturés et les femmes - qui n'étaient pas rares au sein du PCP -, en plus de la torture, étaient abusées sexuellement par leurs tortionnaires.

Carlota a été torturée et violée pendant quatre jours, mais elle n'a rien révélé à ses tortionnaires ; son comportement était exemplaire et elle a toujours respecté la « règle d'or » : ne jamais dénoncer qui que ce soit. Lorsqu'ils lui ont demandé de collaborer après tout ce qu'elle avait souffert, elle n'a pas tremblé ni ne s'est recroquevillée ; sa réponse a claqué comme un fouet : « *Je n'ai pas peur d'eux, et mourir fait partie de la lutte.* » Elle n'a dénoncé aucun de ses compagnons. Même dans ces conditions

inégal, elle fait face aux tortionnaires et répond à leurs insultes : « *Vous n'êtes pas des citoyens, ni des politiciens. Vous n'êtes que des militaires. Des chiens de garde du système.* »

Sachant qu'elle allait être assassinée, elle a répondu aux tortionnaires : « *Je suis déjà morte, mais le Parti ne mourra jamais. Quand je serai morte, le Parti vous anéantira. De plus, je mourrai en sachant que nous gagnerons. Vous, au contraire, vous mourrez sans savoir pourquoi. Toutes les révolutions ont triomphé à leur tour : la française, la russe, la chinoise. Il en sera de même au Pérou.* »

Le quatrième jour, Carlota et ses compagnons ont été emmenés, cagoulés, dans les fosses communes aménagées dans la caserne même et assassinés d'une balle dans la tête. Un an plus tard, le gouvernement d'Alan Garcia fera déterrer et brûler les corps. On estime qu'environ 500 militants du PCP, combattants de l'EGP et sympathisants du parti ont été torturés et exécutés dans la « Casa Rosada ».

Quatre ans après la mort de la camarade Carla, en 1988, une colonne de l'armée réactionnaire péruvienne a attaqué la base de soutien de Cutcsa, dans le département de Huamanga, à Ayacucho, massacrant treize personnes, dont sept membres de la famille de Carlota Tello - oncles, cousins et frères. L'un de ses proches a réussi à s'échapper, mais il a été kidnappé et a disparu.

La presse réactionnaire au service des propriétaires terriens et de la grande bourgeoisie péruvienne, dans son zèle anticommuniste, a tenté de jeter un tas d'ordures sur la tombe de Carlota. On la disait « cruelle », « mauvaise », « violente », mais rien ne peut effacer ce qu'elle était en réalité : une héroïne du PCP, de la révolution péruvienne et de la révolution prolétarienne mondiale, une jeune femme combattante qui a donné sa vie pour la cause de la révolution ; elle n'a jamais capitulé même face aux pires tortures et elle n'a jamais renié le maoïsme, la pensée Gonzalo, la direction du président Gonzalo et jamais la ligne de la guerre populaire, restant fidèle à tout cela jusqu'à son dernier souffle.



1 MAI

JOURNÉE
INTERNATIONALE
DES TRAVAILLEURS



La Syndicaliste ou l'art de diluer la lutte des classes en mauvais thriller

Sorti en salles en 2022, La Syndicaliste est un film réalisé par Jean-Paul Salomé retraçant l'affaire Maureen Kearney qui a eu lieu en France dans les années 2010.

Déléguée syndicale CFDT (Confédération française démocratique du travail) dans l'entreprise nucléaire française Areva, elle est retrouvée agressée et ligotée dans son sous-sol par sa femme de ménage. Un employé d'EDF la contacte pour lui révéler un accord entre les deux entreprises ainsi qu'un partage de technologies avec les chinois dans le but des développer différents marchés à l'international et ce dans le dos du gouvernement.

Nous sommes en 2012 et le candidat François Hollande est élu président de la République. Maureen ne perd pas une seconde pour « lancer l'alerte ». Dossier en poche, elle se rend

immédiatement au Ministère de l'Économie où on lui assure la protection des employés d'Areva. Son patron mis au courant, menace de la traîner au tribunal mais elle ne s'arrête pas là.

C'est alors qu'elle est agressée à son domicile. Même si la répression que subit Maureen Kearney dans ce film est un cas plus que particulier, il montre un exemple des extrêmes dont sont capables les bourgeois pour protéger leurs intérêts.

Aujourd'hui, la France subit de plein fouet une nouvelle réforme des retraites sous la présidence d'Emmanuel Macron face à laquelle le peuple se révolte depuis maintenant plusieurs mois. Nous pouvons voir les syndicats mener des grèves et des manifestations. On compte des millions de français dans les rues chaque semaines. Malheureusement, leur rôle s'arrête bien trop souvent là. La direction syndicale se

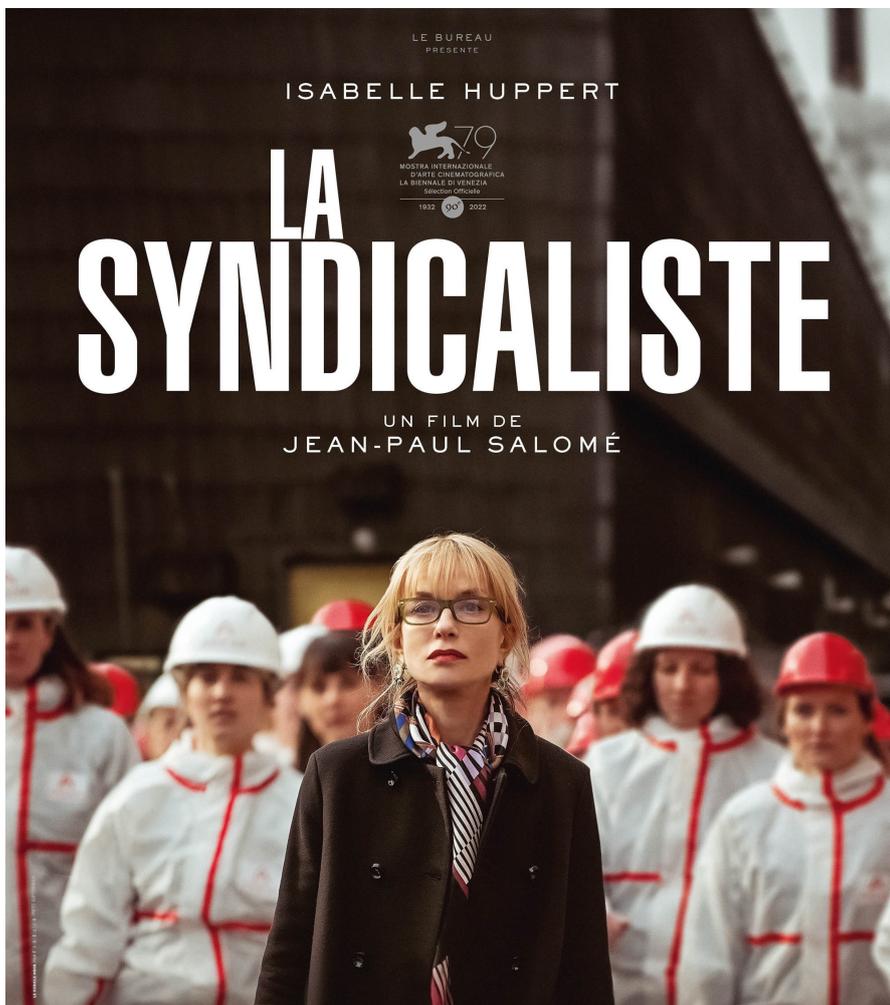
détache facilement de la lutte et perd donc de son efficacité. Historiquement, le syndicalisme victorieux a été lié à un mouvement ouvrier combatif, esprit qui s'est considérablement effacé dans les directions bureaucrates.

La CFDT, par exemple, syndicat de Maureen, est évidemment le meilleur (ou le pire !) exemple de cette tendance. Ses liens avec la bourgeoisie sont apparents, ses tendances à signer tous les accords présentés sont bien connus. La large masse de personnes syndiquées se retrouvent trahie. Il n'est pas étonnant que l'on ait parlé, il y a quelques mois, de l'ancienne patronne de la CFDT Nicole Notat comme potentielle première ministre de Macron.

Le film présente également Maureen comme une « syndicaliste », mais il lui prête un train de vie proche de la bourgeoisie : femme de ménage, belle maison à Annecy, travail bien loin de la lutte et plutôt porté sur le lobbying auprès du gouvernement et des parlementaires. L'actrice Isabelle Huppert ne rappelle pas au spectateur une lutte de classes, qui semble d'ailleurs absente du film. Le personnage de Maureen est représenté de façon plutôt plate et conforme aux attentes de la société bourgeoise sur les « bons petits syndicalistes », malgré son horrible agression.

Son rôle de négociateur a tendance à tourner au compromis, et c'est la bourgeoisie qui en sort principalement gagnante. Pendant son discours de départ, l'ancienne directrice d'Areva félicite Maureen de toujours considérer les patrons comme des adversaires et jamais comme des ennemis. La direction syndicale prône le « dialogue social » avec le gouvernement au lieu de se soulever directement contre lui comme tendent à le faire les masses.

Au-delà d'une technique assez oubliable, le principal défaut du film est donc la manière dont il traite son sujet : en remplaçant la lutte de classes par un effet « thriller psychologique » un peu surjoué, il met en avant la position de la bourgeoisie sur le mouvement social et le syndicalisme. Ce faisant, il transforme ce fait divers en film, certes, mais pas forcément un bon film.



Intelligence artificielle, propriété intellectuelle et production artistique

Dernièrement, on a beaucoup entendu parler des progrès récents dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). Cet été par exemple, les réseaux sociaux ont été envahis par des images générées entièrement par des IA. Mais ce lot de progrès technique entraîne de la réaction. Un peu partout, des critiques ont fleuri envers ces IA : elles voleraient le précieux travail de nombreux artistes et violeraient la propriété intellectuelle.

Ces IA peuvent-elles créer des images à partir de rien ? Au même titre que les idées des êtres humains ne tombent pas du ciel, les créations des IA ne peuvent être qu'un produit du monde extérieur, extérieur à ce qu'il se passe dans notre tête. Ce monde, nous l'appelons « réalité objective ». Les marxistes étudient le monde de manière scientifique, ils expliquent que les idées sont en premier lieu le reflet de la réalité objective. Cette réalité objective est sans cesse en transformation : partout, tout le temps, des gens interagissent entre eux, participent à transformer la réalité objective en créant des œuvres d'art, en cuisinant des pizzas, en construisant des bâtiments : bref en travaillant. Nos idées, nées de la matière, retournent à la matière en la transformant.

Une IA n'est au fond qu'un gros morceau de programme informatique, créé par des humains. Elle ne peut au début rien faire, elle doit apprendre. Si nous voulons apprendre à une IA à reconnaître des chats sur des photos, il faudra lui montrer plein d'images, certaines contenant des chats, d'autres non, et manuellement lui indiquer quand elle se trompe et quand elle réussit. Au début, elle ratera systématiquement, mais au fur et à mesure, en utilisant un type d'algorithme qu'on appelle un « réseau de neurone », elle va s'adapter, se renforcer. Le fait que l'IA apprenne, c'est le « machine learning ». L'IA apprend à partir de données de la réalité objective, des photos de chats en l'occurrence.

Maintenant, admettons que nous voulons générer l'image d'une voiture de police en-



Image 1

Image 2



flammée, comme le font Midjourney ou Stable Diffusion¹. Il faut d'abord apprendre à l'IA à faire des choses simples : débruiter des images de voitures de police enflammées, c'est à dire enlever un certain pourcentage de flou mis arbitrairement dessus (voir images 1 et 2). Pour être le plus efficace possible, il faut lui donner plein d'exemples différents d'images de voiture de police en feu.

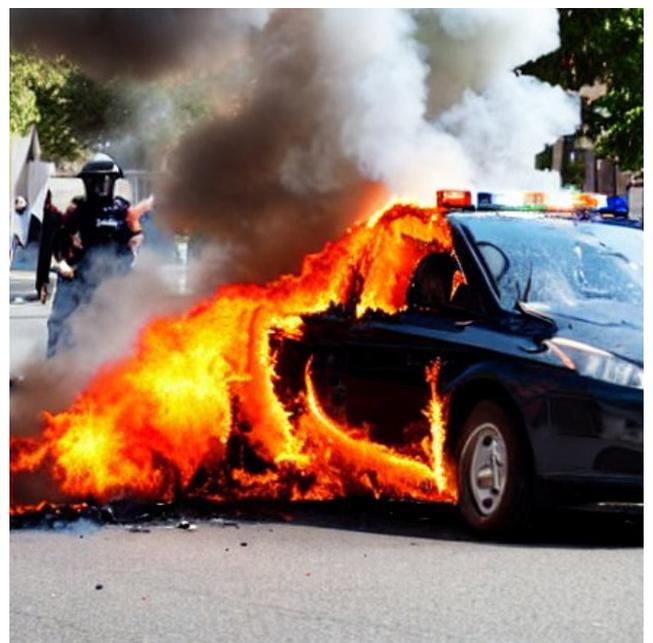
Maintenant que notre IA est entraînée à débruiter spécifiquement ce type d'image, que se passe-t-il si nous lui donnons une image bruitée à 100 %, c'est à dire un ensemble de pixels complètement aléatoire ? L'IA va progressivement dessiner les contours d'une voiture de police enflammée, qu'elle aura créé de toute pièce (voir image 3). Cette création est issue de son entraînement, des données qu'on lui a fournies : il provient de la réalité objective. C'est la même chose pour un artiste : les idées « nouvelles » des artistes ne viennent pas de nulle part, elles sont conditionnées par tout ce que l'artiste a pu voir dans sa vie, par sa pratique sociale. Quand c'est fait de manière consciente, on appelle ça « s'inspirer » : c'est aller admirer la nature, étudier les tableaux dans les musées ou traîner sur Pinterest.

En essence, les IA ne sont pas différentes, elles puisent dans ce que l'humanité a

déjà pu créer pour créer à nouveau. Elles le font juste avec une capacité de traitement bien plus rapide.

La propriété intellectuelle, qui se manifeste autant dans les brevets que sur les œuvres d'art, entrave le développement scientifique et culturel de la société. C'est là une relique du système capitaliste que nous devons nécessairement abattre pour la remplacer par la propriété collective.

Image 3



¹ Programmes d'intelligences artificielles qui permettent de générer des images.

Prolétaires, célébrons le 1^{er} mai !

Le 1^{er} mai est la « grande fête des ouvriers du monde entier » selon Lénine ! Cette année, comme tous les ans, des dizaines de millions de personnes vont prendre les rues dans tous les pays pour célébrer cette journée.

Elle est née en 1889, quand la Deuxième Internationale ouvrière a décidé de commémorer la lutte des prolétaires des États-Unis pour la journée de 8h, qui avait commencé un 1er mai. Depuis, partout, dans le monde, cette journée s'est répandue.

Non, ce n'est pas la « fête du Travail » et son muguet que nous célébrons ! Ce sont les luttes de notre classe, comme le mouvement contre la réforme des retraites.

Alors que le 1^{er} mai nous remplit d'énergie pour les luttes à venir ! Resserrons nos rangs, développons les idées révolutionnaires !

E	I	O	O	V	O	C	B	S	U	S	I	E	E
R	W	U	R	E	V	O	L	U	T	I	O	N	G
R	E	S	J	B	Y	X	E	O	O	S	D	I	R
B	M	A	U	N	T	A	C	A	B	Y	O	S	E
C	G	A	C	T	I	C	B	V	N	N	T	S	A
G	O	C	N	T	Q	G	A	A	T	D	C	A	O
T	E	L	L	O	I	F	T	R	V	I	E	B	I
P	I	T	G	P	K	O	S	G	N	C	I	N	N
L	P	W	V	E	X	C	N	Y	K	A	J	L	G
G	F	Y	N	C	G	P	N	N	N	L	V	C	X
G	O	B	O	H	U	U	E	G	A	I	C	A	R
U	C	A	M	E	R	O	U	N	I	T	F	U	L
G	M	L	G	U	H	N	A	V	O	S	R	R	U
C	O	N	G	R	E	S	C	A	T	E	J	E	X

Mots à trouver :

BASSINE	CGT	REACTIONNAIRE
CAMEROUN	GPT	REVOLUTION
CARNAVAL	OTAN	SYNDICALISTE
CONGRES	PECHEUR	TELLO

Ils peuvent être à la verticale, à l'horizontale, en diagonale, à l'endroit ou à l'envers !

la Cause du peuple

Contactez-nous si vous souhaitez :

- ▶ Envoyer un article ou une production artistique
- ▶ Donner votre avis sur le numéro ou faire des propositions pour les prochains
- ▶ Diffuser le journal dans votre quartier

**Ensemble, créons enfin un journal
prolétaire, anti-impérialiste et
révolutionnaire !**

